

titutions plus ou moins utiles et quelquefois même nuisibles, on a cherché à favoriser toutes les entreprises industrielles, toutes les spéculations et même de simples opérations d'agio, la confiance publique a répondu à tous les appels qui lui ont été faits; on a drainé nos capitaux en faveur des pays étrangers et ces souscriptions le plus souvent malencontreuses ont trouvé beaucoup d'adhérents; il suffisait de demander pour obtenir, aussi les déceptions ont-elles été nombreuses et les pertes subies peuvent se chiffrer par centaines de millions. Ces désastres n'auraient certainement pas eu lieu si ces fonds employés au profit de quelques-uns, mais au détriment du plus grand nombre, avaient été jetés au milieu de nos campagnes et avaient servi à fertiliser le sol qui est incontestablement la base la plus solide de la richesse et de la prospérité d'une nation. Le grand Frédéric disait avec beaucoup de raison: *Je préfère un homme qui fait croître deux épis au lieu d'un à tous les grands politiques de mon royaume.* Que faut-il pour faire croître deux épis, au lieu d'un? de l'instruction et de l'argent; encourager les institutions et les *journaux agricoles*, établir des banques agricoles, ou faire en sorte que les banques actuelles favorisent le crédit agricole.

Tous les efforts des hommes sérieux doivent donc se porter vers le crédit agricole et les capitaux ne devraient jamais manquer pour organiser une de ces grandes institutions de crédit qui porterait l'aisance chez le travailleur, le bien-être chez le consommateur et la prospérité chez le producteur; car tout fleurit dans un pays où fleurit l'agriculture, comme le disait Sully, et encore une fois, pour faire fleurir un pays par l'agriculture, il faut du savoir et des capitaux.

Quand on étudie avec soin, la marche des organisations financières en général, on s'aperçoit avec douleur que les grands mots de crédit agricole et autres du même genre n'ont été le plus souvent employés que pour obtenir de la confiance et tâcher de réunir des capitaux, puis ces grandes sociétés qui devaient tout faire en faveur de notre bonne agriculture se sont laissées détourner de leur but primitif par les spéculateurs et bientôt l'élément du crédit agricole a complètement disparu. Nous ne voulons faire aucune citation, mais nos lecteurs comprendront notre langage, nous en avons la certitude et en définitive, il n'existe pas encore aujourd'hui une seule banque de crédit vraiment et uniquement agricole; nous ne voyons aucune caisse se réduisant à la spécialité de l'escompte de papier agricole qui peut bien parfois présenter quelques inconvénients au point de vue de la régularité des échéances, mais qui offre sans contredit toutes les garanties désirables, et nous croyons même pouvoir affirmer que si des banques purement agricoles existaient depuis longtemps, les habitants des campagnes auraient pris des habitudes régulières et auraient fait face à toute la sévérité des échéances; mais on a laissé le cultivateur en dehors des affaires, on l'a soumis à des lois particulières; on l'a enrayé de façon à lui empêcher de se mouvoir; on a en quelque sorte immobilisé tout ce qu'il possède: terres, immeubles par destination, etc.; on a créé les hypothèques conventionnelles, judiciaires, en les entourant de formalités longues et ruineuses, au lieu de lui permettre de donner librement en gage ce qui constitue son avoir, on a compliqué toutes les mesures relatives à une liquidation et le plus souvent on l'a ruiné, en lui enlevant la possibilité de se libérer; on lui a fait enfin un code exceptionnel qui le met en dehors de tout mouvement et qui l'empêche de se livrer à des opérations fructueuses.

Voilà comment on traite la plus grande de nos industries, celle qui fournit à tout, celle qui nourrit nos populations, celle qui donne toutes les matières premières nécessaires à nos usines. Comment veut-on que cette industrie marche dans ces conditions?

Est-il donc impossible de mettre le crédit à portée de l'agriculteur et de donner ainsi aux habitants des campagnes le moyen de mettre en jeu convenablement toutes les forces actives dont ils disposent si largement? Evidemment non.

Nous avons sous les yeux le programme de la *caisse française des agriculteurs* fondée par MM. Langlois, Lambert-Thiboust et Thomasson. Cette création est vivement appuyée par un Conseil d'administration agricole, par un Comité de pa-

tronage où figurent les noms les plus autorisés et les plus honorables: Voilà déjà un progrès! et cette façon d'agir doit inspirer de la confiance. Cette confiance devient plus grande encore quand on pénètre dans le fond de la question et qu'on cherche à se rendre compte du but que se propose d'atteindre cette nouvelle institution.

Entrons dans quelques détails: création d'une Société qui formera une banque purement agricole; admission à l'escompte de tous papiers provenant d'agriculteurs sérieux et solvables, pour causes sérieuses et justifiées; échéances de longeur ordinaire, suivant l'usage de la banque au moment de l'opération; limité à un an maximum, par voie directe ou par renouvellement, de tout crédit, quel qu'il soit, non basé sur des garanties matérielles; constitution de prêts hypothécaires avec création d'obligations correspondantes susceptibles d'émission, mais seulement comme but accessoire et facultatif; limitation rigoureuse de toutes les opérations à la matière agricole exclusivement, ou à des prêts à la propriété rurale, de manière à ne pas étendre, mais plutôt à restreindre un champ trop vaste déjà: *interdiction absolue de toute négociation de bourse autre que le placement des obligations s'il vient à en être créées.*

On le voit, c'est là une vraie banque de l'agriculture qui exercera incontestablement une immense influence sur l'avenir de cette grande industrie, puisque désormais tous les cultivateurs intelligents, honnêtes, laborieux les travailleurs enfin pourront mettre en jeu dans les meilleures conditions toutes les forces actives dont ils disposent et par conséquent assurer l'avenir de notre beau pays.

A. DE LAVALETTE.

Soins à donner aux arbres surchargés de fruits pour conserver et l'arbre et le fruit

Voici des arbres que la trop grande abondance de fruits a épuisés; des branches se sont desséchées. Ne pourrait-on pas prévoir cet accident sans enlever les fruits, en effectuant un ou deux arrosages chaque jour? On subviendrait ainsi au besoin de sève que réclament des branches mères ayant à nourrir une grosse famille affamée, surtout si l'on se servait d'eaux grasses ou d'un mélange de purin pour mieux satisfaire son appétit. Les maraichers de Paris qui créent le roi des potirons, des courges monstres de plus d'un quintal, n'y parviennent que par de copieux et gras arrosages; dans les années pluvieuses, toute la végétation surabonde de verdure et ce sans accident; il nous paraît dès lors très-conséquent que le concours de l'homme puisse venir en aide à la nature, quand les éléments atmosphériques lui font défaut, mais il faut en prendre la peine, et c'est l'absence de soins qui doit causer le plus souvent les effets qui nous sont signalés. D'ailleurs, ne sommes-nous pas éclairés sur ce point par ce qui se passe chez les animaux; quand ils ont dans leurs entrailles ou qu'ils allaient leur portée, ne mangent-ils pas beaucoup plus que lorsqu'ils n'ont à s'occuper que d'eux-mêmes? N'est-ce pas commun à toutes les mères? Il doit en être pareillement des végétaux quand ils sont chargés de fruits et qu'ils ont à pourvoir extraordinairement à ce supplément de produits. L'homme qui les cultive ne doit donc pas, pendant leur travail de production, les traiter comme pendant le temps de repos, s'il veut profiter de toute leur vigueur. Les arbres eux-mêmes rejettent les fruits que la sève trop peu abondante n'atteint pas; ils tombent desséchés par l' inanition.

Qu'on essaye sur deux sujets chargés de fruits: que l'on soigne l'un et qu'on laisse l'autre livré aux ressources naturelles, on verra quel en sera le résultat.

Potito Chronique

— Aujourd'hui, les Etats-Unis livrent au commerce 177,000,000 de livres de laine, l'Angleterre 159,969,000 de livres, l'Australie 152,500,000 de livres, et La Plata 138,070,000 de livres.

— On assure que 1100 émigrés français d'Alsace et de Lorraine se sont embarqués au Havre, sur un vapeur nolié par M. Vanier, agent de la société forestière de France, et qu'ils sont attendus à Québec très-prochainement. Ces émigrants